



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AISNE

*Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Picardie*

Direction départementale des territoires

Service Environnement

*Unité gestion des installations classées
pour la protection de l'environnement*

N° 9266

IC/2013 / 140

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL mettant en demeure la société LU FRANCE de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 29 septembre 2010 l'autorisant à exploiter une unité de fabrication de pâtisseries sur le territoire de la commune de JUSSY

LE PREFET DE L'AISNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.514-5 et L.512-3 ;

VU l'arrêté préfectoral n° IC/2010/165 en date du 29 septembre 2010 autorisant la société LU FRANCE à exploiter une unité de fabrication de pâtisseries sur le territoire de la commune de JUSSY ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 novembre 2013 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 8 octobre 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le site n'est pas raccordé au réseau d'eau potable public ;
- le suivi de la levée des observations émises dans les rapports annuels de vérification des installations électriques n'est pas formalisé ;
- il n'existe pas de deuxième local contenant des équipements de protection individuelle (EPI) utilisables en cas d'incendie ;
- chaque poteau incendie présente un débit insuffisant ;
- les travaux de comblement du forage, se trouvant sur le site, n'ont pas débuté ;
- la concentration en monoxyde de carbone et les flux du monoxyde de carbone et des oxydes d'azote n'ont pas été mesurés pour les conduits n° 1 et 2 ;
- les valeurs des concentrations en oxydes d'azote des rejets atmosphériques issus des conduits n° 1 et 2 ne sont pas conformes ;
- aucune mesure des concentrations et des flux du monoxyde de carbone et des oxydes d'azote, réalisée au cours des trois dernières années au niveau des conduits n° 3 à 18, n'a pu être présentée ;
- les concentrations et les flux en MEH, DCO, DBO₅ et MES ainsi que les valeurs du pH dans les rejets aqueux font l'objet d'écarts récurrents au cours des quatre derniers mois ;
- l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets pour l'année 2013 n'a pu être présenté.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.2.3., 3.2.4., 4.1.2.2., 4.3.9., 5.1.2., 7.1.3., 7.4.3., 7.4.4., 8.2.1.1., 8.2.2.1., 8.2.3. et 9.2. de l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LU FRANCE de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental des territoires de l'Aisne,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 :

La société LU FRANCE, qui exploite une unité de fabrication de pâtisseries, sise rue de la Victoire, sur le territoire de la commune de JUSSY, est mise en demeure :

- dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article 9.2. de l'arrêté préfectoral susvisé en apportant la preuve que le raccordement au réseau d'eau potable a bien été réalisé.
- de respecter les dispositions de l'article 7.1.3. de l'arrêté préfectoral susvisé en formalisant le suivi de la levée des observations émises lors de la vérification des équipements électriques.
- de respecter les dispositions de l'article 7.4.3. de l'arrêté préfectoral susvisé :
 - soit en faisant effectuer des travaux en vue de créer un local permettant respecter la prescription de l'arrêté préfectoral ou aménager un local existant dans une zone adaptée du site pour y introduire les EPI exigés ;
 - soit en transmettant à Monsieur le Préfet un porter-à-connaissance afin de démontrer que la configuration du site mise en relation avec les effets des accidents pouvant survenir sur le site (effets toxiques lors d'un incendie notamment) ne justifient pas la présence d'un deuxième local contenant deux équipements de protection complets.
- de respecter les dispositions de l'article 7.4.4. de l'arrêté préfectoral susvisé :
 - soit en transmettant à Monsieur le préfet un porter-à-connaissance justifié par une attestation du SDIS, afin de demander que soit revu à la baisse dans l'arrêté préfectoral le débit des poteaux incendie actuellement prescrit pour le faire correspondre aux débits actuels des sept poteaux incendie ;
 - soit, si le SDIS confirme que le débit prescrit dans l'arrêté préfectoral est justifié, en faisant réaliser des travaux ou, à tout le moins en fournissant la copie de l'acceptation d'un devis de réalisation des travaux, pour être en conformité avec l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.
- de respecter les dispositions de l'article 4.1.2.2. de l'arrêté préfectoral susvisé en présentant un échéancier de la réalisation des travaux de comblement du forage pour son abandon définitif.
- de respecter les dispositions des articles 3.2.3., 3.2.4. et 8.2.2.1. de l'arrêté préfectoral susvisé :
 - en faisant réaliser des analyses des flux et des concentrations en monoxyde de carbone et en oxydes d'azote au niveau des seize conduits qui n'ont pas fait l'objet d'analyses au cours des trois dernières années ;
 - en faisant réaliser des mesures de la concentration en monoxyde de carbone et en flux de polluants au niveau des conduits n^{os} 1 et 2 ;
 - en choisissant l'une des deux options suivantes :
 - soit transmettre à Monsieur le préfet un porter-à-connaissance, étayé de références réglementaires et techniques, destiné à demander une réévaluation des valeurs limites d'émissions dans l'air et éventuellement des flux du monoxyde de carbone et des oxydes d'azote en sortie des différents conduits ;
 - soit faire réaliser des travaux (dispositifs de traitement des fumées) visant à revenir à des valeurs d'émissions conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

- de respecter les dispositions des articles 4.3.9. et 8.2.1.1. de l'arrêté préfectoral susvisé :
 - soit en respectant les valeurs limites de rejets, tant pour le pH que les flux et concentrations des paramètres suivants : MES, DBO₅, DCO et MEH ;
 - soit en mettant en place un dispositif de régulation dans la station de prétraitement visant à respecter ces valeurs ou en présentant une copie de son bon de commande accompagné d'un échéancier de la mise en place de ce dispositif ainsi que d'un rapport de l'état d'avancement des démarches entreprises.
- de respecter les dispositions des articles 5.1.2. et 8.2.3. de l'arrêté préfectoral susvisé en présentant le registre de suivi des déchets dangereux pour l'année 2013, avec l'ensemble des bordereaux associés.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'après du tribunal administratif, 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS Cedex :

1 - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

2 - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, le directeur départemental des territoires de l'Aisne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LU FRANCE et dont une copie sera transmise au maire de la commune de JUSSY.

Fait à LAON, le **13 DEC. 2013**

Le Préfet de l'Aisne



Hervé BOUCHAERT